













CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

MAINTENANCE ET FOURNITURE D'ONDULEURS POUR GRENOBLE INP - UGA

**Institut polytechnique de Grenoble
DAFA / Service Achats
46 avenue Félix Viallet
38031 GRENOBLE CEDEX 1**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	MAINTENANCE ET FOURNITURE D'ONDULEURS POUR GRENOBLE INP-UGA
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée initiale	24 mois
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	5
1.4.1 - Prestations figurant au bordereau des prix globaux et forfaitaires (BPGF)	6
1.4.2 - Prestations figurant au bordereau des prix unitaires (BPU)	6
1.4.3 - Fournitures et prestations figurant au(x) catalogue(s) du titulaire	6
1.4.4 - Offres spéciales du titulaire	7
1.5 - Réalisation de prestations similaires	7
1.6 - Limitations au principe d'exclusivité	8
2 - Pièces contractuelles	8
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	8
4 - Durée et délais d'exécution.....	9
4.1 - Durée du contrat	9
4.2 - Reconduction.....	9
5 - Prix.....	9
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
5.2 - Modalités de variation des prix.....	11
5.2.1 - Prix au bordereau des prix à l'annexe 1 à l'AE	11
5.2.2 - Prix remisés du/des catalogue(s) du titulaire	12
5.2.3 - Clause limitative dite " de sauvegarde "	12
6 - Garanties Financières.....	12
7 - Avance.....	12
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	12
7.2 - Garanties financières de l'avance.....	13
8 - Modalités de règlement des comptes.....	13
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	13
8.2 - Présentation des demandes de paiement	13
8.3 - Délai global de paiement	14
8.4 - Paiement des cotraitants.....	14
8.5 - Paiement des sous-traitants	14
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	15
9.1 - Obligation du titulaire	15
10 - Développement durable.....	15
11 - Constatation de l'exécution des prestations	16
11.1 - Constatation de l'exécution des prestations de fourniture.....	16
11.1.1 - Vérifications.....	16
11.1.2 - Décision après vérifications	16
11.2 - Constatation de l'exécution des prestations de service	16
11.2.1 - Vérifications.....	16
11.2.2 - Décision après vérification.....	16
12 - Garantie des prestations.....	17
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	17

14 - Pénalités	17
14.1 - Pénalités de retard	17
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	18
15 - Assurances	18
16 - Modification du contrat	18
16.1 - Cession du marché	18
16.2 - Evolution réglementaires	19
16.3 - Clause de réexamen.....	19
17 - Résiliation du contrat.....	19
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	19
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	19
18 - Règlement des litiges et langues	20
19 - Annexe RGPD	20
20 - Clauses complémentaires	21
21 - Dérogations	22

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent marché a pour objet, la maintenance et la fourniture d'onduleurs d'une puissance de 5 KVA et plus, situés dans différents bâtiments de l'Institut polytechnique de Grenoble.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Tous les locaux de l'Institut polytechnique de Grenoble (Grenoble INP - UGA) situés à Grenoble, Saint-Martin-d'Hères et Valence

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le montant total des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini(e) comme suit :

Période	Maximum HT
1	400 000,00 €
2	200 000,00 €
3	200 000,00 €
Total	800 000,00 €

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il dispose d'un délai de cinq jours à compter de la réception de la commande pour formuler des observations par écrit à l'acheteur.

Pour toute commande, lorsqu'elles ont été autorisées, les livraisons partielles ne peuvent donner lieu à facturation partielle, sauf accord express de l'établissement

1.4.1 - Prestations figurant au bordereau des prix globaux et forfaitaires (BPGF)

Les bons de commande sont réalisés sur la base des prix globaux et forfaitaires figurant à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

- La date de début d'exécution d'une prestation de base globale et forfaitaire de maintenance, avec ou sans PSE, figure sur le bon de commande pour une période ininterrompue de 12 mois.

Exceptionnellement, une période de maintenance de 12 mois qui a fait l'objet d'un bon de commande peut prendre fin de manière anticipée dans les conditions ci-après :

A - Du fait du changement d'un onduleur considéré en cours de maintenance par un nouvel onduleur/par de nouveaux onduleurs.

Dans ce cas, la période de maintenance en cours prend fin à compter du jour de la date de la décision d'admission du nouvel onduleur ou du dernier onduleur du fait du changement (cas où un onduleur est remplacé par plusieurs onduleurs). L'acheteur peut toutefois, sur décision expresse adressée au titulaire, maintenir pour une période déterminée la/les maintenance(s) de l'onduleur/des onduleurs initiaux. La période de maintenance du nouvel onduleur prend effet à compter du jour de la date d'admission du nouvel onduleur.

Autrement dit, le prix forfaitaire d'une maintenance en cours se substitue au prix d'une nouvelle maintenance forfaitaire au prorata du nombre de jours de maintenance.

Les montants dus au titulaire au titre des maintenances dans les cas cités supra sont calculés au prorata du nombre de jours écoulés (calcul sur 360 jours) sur une période de maintenance de 12 mois considérée. Dans tous les cas cités supra, le titulaire ou ses ayants droit ne bénéficie d'aucune indemnité du fait de la fin anticipée d'une ou plusieurs de maintenance en cours.

B - Du fait de la suppression du besoin (fermeture d'un site, etc.).

Dans ce cas, la décision de fin d'exécution de la maintenance forfaitaire en cours est transmise au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou via PLACE deux (2) mois avant sa prise d'effet. La résiliation de la période forfaitaire en cours ouvre droit pour le titulaire ou ses ayants droit à la seule indemnité calculée comme suit :

Indemnité = 5% x [((prix forfaitaire de la maintenance sur 12 mois) / 360) x nombre de jours calendaires non exécutés jusqu'au terme de période maintenance de 12 mois en cours]

1.4.2 - Prestations figurant au bordereau des prix unitaires (BPU)

Les bons de commande sont réalisés sur la base des prix unitaires figurant à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

La date de début d'exécution d'une prestation figure dans le bon de commande, le cas échéant conformément au planning prévisionnel établi d'un commun accord entre les parties.

1.4.3 - Fournitures et prestations figurant au(x) catalogue(s) du titulaire

L'acheteur se réserve la faculté de procéder à des commandes de fournitures et/ou de prestations sur le(s) catalogue(s) proposé(s) du titulaire qui se rapportent à l'objet du présent accord-cadre.

Le titulaire sera rémunéré sur la base du tarif communiqué dans son offre auquel il sera appliqué le/les taux de remise(s) sur catalogue(s) précisé(s) par le titulaire dans son offre dans l'onglet dédié du bordereau des prix, annexe 1 à l'acte d'engagement.

En cas de modification ou de changement de catalogue, le titulaire a pour obligation de communiquer à l'acheteur, dans les meilleurs délais et à titre gratuit, le nouveau catalogue applicable.

Dès la notification de l'accord-cadre et à chaque révision des prix/modification ou changement du catalogue, le titulaire devra fournir le nombre de catalogues demandé par l'acheteur. Dans l'hypothèse d'un catalogue en ligne, au besoin le titulaire communiquera les codes d'accès à l'acheteur.

Le catalogue et/ou le document tarifs devra faire apparaître, au minimum, les éléments suivants :

- la référence du produit ;
- sa page dans le catalogue ;
- sa désignation ;
- sa marque ;
- son conditionnement ;
- son prix public unitaire HT et son prix TTC.

Le titulaire, s'il dispose d'une plateforme de commande électronique, s'engage à n'intégrer dans son catalogue que les produits entrant dans l'objet du présent accord-cadre.

Les références et tarifs des produits devront être mis à jour en cas de modification.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander un devis concernant une ou plusieurs références figurant dans le catalogue fournisseur (papier ou électronique), dans le strict respect de l'objet de l'accord-cadre. L'acheteur effectuera ensuite le bon de commande correspondant.

1.4.4 - Offres spéciales du titulaire

Le titulaire s'engage à porter à la connaissance de l'acheteur toute éventuelle promotion, vente à des conditions spéciales entrant dans l'objet de l'accord-cadre et lui faire bénéficier, le cas échéant, de ces avantages par application du tarif promotionnel. Dans ce cas, le prix de l'offre spéciale prévaudrait, pendant la durée de la promotion.

Le titulaire procède à cette communication uniquement dans l'hypothèse où le prix de l'offre promotionnelle est inférieur aux prix figurant au marché (bordereau des prix et/ou aux prix catalogue(s) remisés).

Le titulaire s'engage expressément à communiquer les campagnes de promotion par courriel au responsable du suivi du marché, à marches@grenoble-inp.fr et à la DSI. Les conditions promotionnelles seront mentionnées précisément, sur les devis et sur les factures correspondantes.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander un devis concernant une ou plusieurs références figurant dans toute offre spéciale, dans le strict respect de l'objet de l'accord-cadre. L'acheteur effectuera ensuite le bon de commande correspondant.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.6 - Limitations au principe d'exclusivité

L'acheteur dispose de la faculté de déroger au principe d'exclusivité du titulaire et pourra recourir à un ou plusieurs opérateurs de son choix pour l'exécution des prestations émanant des bons de commande dans les conditions suivantes :

- Si le titulaire informe expressément l'acheteur, dans un délai de 24 heures à compter de la réception de la demande de l'acheteur de son impossibilité à exécuter la prestation ou de livrer la fourniture demandée pour des raisons techniques, qualitatives ou de délai. Pour la prestation supplémentaire éventuelle n° 1 (intervention sous 4 heures), le délai de réponse du titulaire est ramené à 1 heure ouvrée. La réception de la demande par le titulaire, quel que soit le moyen de transmission prévu au marché (appel, courriel ou tout autre dispositif contractuel), fait foi pour le déclenchement des délais ci-dessus. Cette impossibilité ne doit pas amener le titulaire à se soustraire à ses engagements contractuels. En cas de répétition de tels refus sans fondement sérieux, l'acheteur se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.
- En cas de prix manifestement incohérents par rapport au marché ou en contradiction avec le BPU.
- En cas de désaccord sur la fixation de nouveaux prix pour des besoins hors BPU.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le bordereau des prix (comprenant le BPGF, le BPU et les taux de remise sur catalogue), annexe 1 à l'acte d'engagement
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le cadre de réponse technique et environnemental (CRTE) du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Tous documents du titulaire (dont les conditions générales de vente) qui sont contraires aux dispositions prévues dans le cadre du marché sont réputées non écrites.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité. Il reste responsable du respect de celles-ci

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Intervention d'une entreprise extérieure

Suivant la durée et le risque lié à l'intervention d'une entreprise extérieure (titulaire ou sous-traitant) dans les locaux de l'acheteur, un plan de prévention ou un protocole de sécurité, allégé ou complet, est requis. L'acheteur se met en relation avec le titulaire et ses éventuels sous-traitants, à la notification du marché ou de l'accord-cadre, pour la rédaction du document requis. Aucune intervention ne peut être réalisée avant la validation du plan de prévention ou du protocole de sécurité par les deux parties. Durant la durée totale du marché ou de l'accord-cadre, le plan de prévention est mis à jour tous les ans ou dès qu'il y a changement des intervenants (pour le titulaire et ses éventuels sous-traitants) ou changement d'activité (pour l'acheteur).

Travailleur isolé

Le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants mettent en place une organisation du travail permettant de respecter la réglementation en vigueur concernant la situation de travailleur isolé.

Obligation d'information

Le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants transmettent aux intervenants dans les locaux de l'acheteur les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement qui lui ont été communiquées par le représentant de Grenoble INP - UGA. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement. Il reste responsable du respect de celles-ci. Le titulaire informe sans délai le représentant de Grenoble INP - UGA de toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité de ses agents et de tout autre personne (étudiants, enseignants, chercheurs, personnel administratif, visiteurs etc.).

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 24 mois.

La date prévisionnelle de début du marché est le 06/07/2026.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Pour toute reconduction inférieure à 12 mois l'acheteur devra adresser une décision écrite au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre en précisant la durée de reconduction de l'accord-cadre.

La reconduction inférieure à 12 mois ainsi que l'absence de reconduction de l'accord-cadre ne donne pas droit à indemnité. Conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre ne peut s'opposer à la reconduction du présent contrat.

La reconduction de l'accord-cadre pourra être anticipée et ainsi intervenir avant la fin de la période lorsque le montant maximum de l'accord-cadre est atteint. La durée de la période de reconduction sera alors prise au prorata du temps restant sur la période précédente. La durée maximale du contrat reste toutes périodes confondues de 48 mois.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix proposés sont exprimés en euro HT. Les prix sont établis en tenant compte de toutes les sujétions d'exécution des prestations. Ils sont notamment réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à la fourniture du papier ou autre support, à la manutention, au stockage, à l'emballage, à l'étiquetage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, au chargement, déchargement des fournitures, à la dé-palettisation, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, seront à la charge exclusive du titulaire.

Il ne sera appliqué aucun frais afférent à des minima de commande que ce soit en quantité ou en valeur.

Les prestations sont réglées par l'application :

→ **des prix unitaires, et, des prix globaux et forfaitaires fixés par le titulaire dans le bordereau des prix (BPU et BPGF)**

Les prix globaux et forfaitaires annuels maintenances au BPGF (vu les hypothèses de maintenance du parc existant et de maintenance du fait de l'achat de nouveaux onduleurs) et les prix unitaires au BPU (vu les hypothèses d'achats)

→ **des prix unitaires et/ou forfaitaires remisés du/des catalogues du titulaire**

Le/les taux de remises sur catalogue(s) est/sont renseigné(s) dans l'onglet dédié du bordereau des prix, annexe 1 à l'Acte d'Engagement (AE) renseigné par le candidat

Le/les taux de remise(s) sur catalogue(s) sont applicables aux prix unitaires et/ou forfaitaires fixés dans le/les catalogues du titulaire. Le/les taux de remise(s) à l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement est/sont un/des taux plancher.

→ **des prix sur offres spéciales du titulaire**

Les prix que le titulaire est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des conditions du marché.

Prestations de base globales et forfaitaires de maintenances à l'annexe 1 à l'AE

Ces prestations de base sont obligatoirement chiffrées dans l'offre du candidat.

La prestation de base doit comprendre la maintenance préventive et la maintenance corrective par appareil (cf. CCTP).

L'acheteur établit autant de bons de commande que nécessaire.

Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) annuelle de maintenances à l'annexe 1 à l'AE

Ces prestations supplémentaires éventuelles sont obligatoirement chiffrées dans l'offre du candidat.

Pour toute prestation de base rattachée à un onduleur au BPGF, l'accord-cadre comporte une prestation supplémentaire éventuelle.

L'acheteur établit autant de bons de commande que nécessaire.

Achat sur bordereau de prix unitaires (BPU) à l'annexe 1 à l'AE

Le BPU est obligatoirement chiffré par le candidat.

Le BPU détaille les prix d'onduleurs ; la main-d'oeuvre ; l'enlèvement et la récupération, le traitement en déchet d'onduleurs ; le câblage.

Au besoin, le titulaire transmettra un devis en application des prix du BPU à l'acheteur sur la demande de ce dernier. L'acheteur effectuera ensuite le bon de commande correspondant.

Achats remisés sur catalogue(s) du titulaire

Le/Les taux de remise(s) accordé(s) dans l'onglet dédié du bordereau de prix, annexe 1 à l'AE est/sont un/des taux plancher pendant toute la durée de l'accord-cadre (période initiale et reconductions comprises).

Dès lors, en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut, le cas échéant et à son initiative, octroyer des remises supérieures.

Les achats sur catalogues sont réglés par application des prix catalogue(s) du titulaire assortis de la remise accordée à l'acheteur.

Achats sur offres spéciales du titulaire

Offres spéciales : les offres spéciales, promotionnelles sont réglées par l'application des prix fixés selon les offres que le titulaire est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle. Les offres spéciales peuvent concerner les fournitures, prestations au bordereau de prix et/ou au catalogue du titulaire. Au besoin pour les commandes sur offres spéciales, le titulaire transmettra un devis à l'acheteur sur la demande de ce dernier. L'acheteur effectuera ensuite le bon de commande correspondant.

Les prix des offres spéciales conduisent obligatoirement l'acheteur à bénéficier de prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des conditions du marché au regard des annexes 1 et 2 à l'AE.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à les communiquer à l'acheteur ainsi que les dates de début et de fin d'application. Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies. Leur entrée en vigueur ne nécessite pas la passation d'un avenant.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

5.2.1 - Prix au bordereau des prix à l'annexe 1 à l'AE

Les prix du bordereau des prix (BPGF et BPU) sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 001565183 (n) / 001565183 (o)$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 001565183 « Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) ».

Transmission

Le titulaire adresse sa demande de révision des prix et / ou sa demande d'ajustement des prix à l'acheteur au moins un mois avant la date effective de révision ou d'ajustement des prix. La demande doit être envoyée par courriel au responsable du suivi du marché / de l'accord-cadre : dsi.finance@grenoble-inp.fr et marches@grenoble-inp.fr

A l'appui de sa demande, le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de révision ou d'ajustement ainsi que les nouveaux tarifs en résultants. Il est procédé de même pour chaque période de reconduction.

Il joindra à sa demande le bordereau des prix modifié et indiquera la date d'entrée en vigueur de son tarif modifié. L'acheteur informera les titulaires de leurs éventuels désaccords sur les informations transmises,

ou pourra demander un complément. Une non-réponse de la part de l'acheteur, vaudra acceptation des conditions indiquées.

Arrondis

Après mise en œuvre de la formule, les prix ajustés sont arrondis, par excès ou par défaut, à la deuxième décimale :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale reste inchangée (arrondie par défaut).
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

5.2.2 - Prix remisés du/des catalogue(s) du titulaire

Les prix du/des catalogue(s) du titulaire sont ajustables pendant toute la durée de l'accord-cadre par référence aux tarifs ou barème propres au titulaire. Les prix du/des catalogue(s) du titulaire sont les prix que le titulaire applique à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire informe l'acheteur des révisions tarifaires sur catalogue(s), par courriel au responsable du suivi du marché à : dsi.finance@grenoble-inp.fr et marches@grenoble-inp.fr

La/les remises dans le bordereau des prix sont applicables aux prix unitaires et/ou forfaitaires fixés dans le/les catalogues du titulaire. Le/Les taux de remise(s) accordé(s) est/sont un/des taux plancher. Dès lors, en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut, le cas échéant et à son initiative, octroyer des remises supérieures.

5.2.3 - Clause limitative dite " de sauvegarde "

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 3,00 % par période d'ajustement.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Calcul de l'avance :

Si $D \leq 12$, alors $A = P \times M$

Si $D > 12$, alors $A = P \times (12 \times M / D)$

Où :

- D = durée du bon de commande (en mois)
- A = montant de l'avance
- P = pourcentage applicable
- M = montant du bon de commande

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde et débute à la première demande de paiement.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Maintenances sur bordereau à prix globaux et forfaitaires :

Les prestations de maintenances au BPGF donnent lieu à un règlement trimestriel à terme échu correspondant à 25% du montant global et forfaitaire annuel.

Toutefois, en cas d'interruption d'une période de maintenance en cours et/ou prenant effet selon les conditions fixées à l'article 1.4.1 § A et/ou B, le règlement s'effectue au prorata du nombre de jours de maintenance effectuée et/ou à effectuer pour le trimestre considéré au vu de la date anniversaire du marché sur présentation d'une facture.

Achats sur bordereau des prix unitaires, prestations et/ou fournitures sur catalogue(s), offres spéciales :

Le règlement du prix sera effectué 100% à l'admission après service fait et sur présentation d'une facture

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19381912500017
- Code service FACTURES1_AVEC_ENGAG

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, notamment ses articles R. 2193-10 et suivants, les demandes de paiement direct présentées par les sous-traitants agréés doivent impérativement être transmises via la plateforme Chorus Pro. Aucune transmission par voie électronique directe (courriel, messagerie ou tout autre moyen) auprès du titulaire, de l'acheteur public ou de ses représentants ne sera acceptée pour valoir dépôt officiel de la demande de paiement direct. Le sous-traitant doit procéder, sous sa responsabilité, au dépôt de sa demande de paiement sur la plateforme Chorus Pro, en sélectionnant le marché concerné et en renseignant toutes les informations nécessaires à son traitement, conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

Le titulaire du marché reste informé par Chorus Pro des dépôts effectués par les sous-traitants. Il dispose alors du délai réglementaire prévu pour émettre ses observations ou refuser le paiement en motivant son refus sur la plateforme, à défaut de quoi le paiement est réputé accepté.

Toute demande transmise en dehors de cette procédure sera considérée comme irrégulière et ne produira aucun effet juridique à l'égard de l'acheteur public.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Par complément à 3.1.2 du CCAG-FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur ou par voie électronique, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou de la date d'envoi du courriel à l'issue de ce délai.

9.1 - Obligation du titulaire

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne la ou les personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché, conformément à l'article 3.4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services. Si des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire surviennent en cours de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de le notifier sans délai à l'acheteur conformément à l'article 3.4.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est astreint, à un devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le titulaire est appelé à être force de proposition.

Obligation d'information

Il appartient au titulaire de mettre en garde l'acheteur contre toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles à la bonne fin de sa mission. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Le titulaire s'engage à rester à la disposition de l'acheteur pendant toute la durée de l'exécution du marché afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

Ligne téléphonique non surtaxée

Le titulaire s'engage à délivrer un numéro de téléphone non surtaxé permettant à l'acheteur de le joindre durant toute la durée du marché.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire autant que faire se peut l'impact écologique des prestations, notamment :

- en traitant les déchets liés à la fabrication, à la destruction des onduleurs et au transport des matériels pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- en proposant des matériels économes en énergie ;
- en proposant des matériels constitués de matériaux recyclables ;
- en proposant des moyens de transport respectueux de l'environnement

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Constatation de l'exécution des prestations de fourniture

11.1.1 - Vérifications

L'acheteur effectue au moment même de la livraison, les opérations de vérification qualitatives et quantitatives simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire. Des vérifications approfondies sont effectuées dans un délai de 15 jours mois à compter de la fin de la formation, hors périodes de fermeture des locaux. Les modalités de vérifications sont précisées aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

11.1.2 - Décision après vérifications

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

11.2 - Constatation de l'exécution des prestations de service

11.2.1 - Vérifications

- Vérifications de la maintenance préventive annuelle

La maintenance préventive annuelle fait l'objet d'une vérification globale à l'issue de la période annuelle considérée.

Cette vérification porte sur la conformité de l'ensemble des opérations réalisées au cours de l'année aux stipulations contractuelles, sur la qualité et la cohérence des contrôles, essais et mesures effectués, ainsi que sur la complétude et la conformité du rapport annuel de maintenance transmis par le titulaire.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28 du CCAG-FCS, le délai de vérification est fixé à trente jours.

Ce délai court à compter de la réception du rapport annuel complet exigé par le marché.

- Vérifications des autres prestations de maintenance et de services

Les prestations de dépannage, de gros entretien, de mise à niveau, d'échange de batteries, de télémaintenance et, plus généralement, toute prestation de maintenance ou de service autre que la maintenance préventive annuelle, font l'objet de vérifications techniques et qualitatives à l'issue de chaque intervention.

Ces vérifications portent sur la conformité des prestations réalisées aux stipulations contractuelles ainsi que sur la complétude et la conformité des rapports et documents contractuels exigés.

Par dérogation aux dispositions de l'article 28 du CCAG-FCS, le délai de vérification est fixé à trente jours.

Ce délai court à compter de la réception complète des prestations et des documents correspondants.

11.2.2 - Décision après vérification

- Pour la maintenance préventive annuelle

Pour la maintenance préventive annuelle, l'acheteur dispose d'un délai de trente jours à compter du point de départ des vérifications défini à l'article 11.2.1 pour prononcer l'admission, l'admission avec réfaction, l'ajournement ou le rejet.

À défaut de notification d'une décision expresse dans ce délai, les prestations sont réputées admises tacitement, conformément aux articles 28 et 30 du CCAG-FCS.

- Pour les autres maintenances et services

Pour les autres prestations de maintenance et de services, l'acheteur dispose d'un délai de trente jours à compter du point de départ des vérifications défini à l'article 11.2.1 pour prendre une décision d'admission, d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet.

À défaut de notification d'une décision expresse dans ce délai, les prestations sont réputées admises tacitement, conformément aux articles 28 et 30 du CCAG-FCS

12 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS. Elles sont précisées dans le cadre de réponse technique du titulaire. Pendant le délai de garantie, les conditions d'interventions sur site en cas de panne ou dysfonctionnement devront être précisées dans le cadre de réponse technique.

Le titulaire devra être en capacité d'assurer un support technique téléphonique mais aussi se déplacer sur site en cas de problème spécifique. Le titulaire doit également être en mesure de prêter un appareil équivalent en cas de délai de réparation important.

L'ensemble des garanties précédentes s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue à l'article 1641 du code civil ainsi que la garantie légale de conformité prévue aux articles L217-4 à L217-14 du code de la consommation.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

Tout retard dans l'exécution des prestations imputable au titulaire donne lieu à l'application de pénalités, conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS 2021.

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS 2021, le titulaire ne bénéficie d'aucune exonération liée à un seuil minimal de pénalités. Les pénalités sont applicables dès le premier euro. Le montant total des pénalités est plafonné à dix pour cent du montant hors taxes du bon de commande ou, le cas échéant, de la prestation concernée.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS 2021, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

En cas de retard dans l'exécution de la maintenance préventive, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, une pénalité forfaitaire de **50 euros hors taxes par jour de retard**. Ces pénalités sont décomptées à compter du lendemain du jour supposé d'exécution des prestations concernées.

En cas de retard dans l'exécution des prestations de maintenance corrective, de dépannage, de remise en état, y compris le remplacement des batteries prévu au CCTP ou d'intervention soumise à un délai contractuel d'intervention, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **100 euros hors taxes par jour de retard**. Les pénalités sont décomptées à compter de la première heure de dépassement du délai contractuel prévu pour l'intervention concernée, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20.4 du CCAG-FCS.

Pour les prestations de maintenance donnant lieu à une indisponibilité des équipements,
indépendamment de l'acheteur et hors opérations de maintenance préventive programmées, une pénalité est appliquée lorsque la durée d'indisponibilité excède huit heures ouvrées. L'indisponibilité débute à compter de la réception par le titulaire de la demande d'intervention et s'achève à la remise à disposition des équipements en état de fonctionnement. La pénalité est calculée selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 30,$$

dans laquelle

P représente le montant de la pénalité,

V la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance,

R le nombre de jours d'indisponibilité.

Pour les autres prestations, fournitures, achats ou services non couverts par les cas précédents, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé du seul fait du titulaire, les pénalités de retard sont calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

dans laquelle

P représente le montant de la pénalité,

V la valeur du bon de commande ou des prestations concernées

R le nombre de jours de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Leur application ne dispense pas le titulaire de l'exécution intégrale de ses obligations contractuelles et s'effectue sans préjudice de la faculté pour l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle prévue par le marché. Les pénalités sont déduites de plein droit des sommes dues au titulaire ou, à défaut, donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Modification du contrat

16.1 - Cession du marché

Le titulaire ne peut céder ou transférer tout ou partie du marché (y compris dans le cas d'une fusion, apport partiel d'actifs, ou acquisition de sociétés ou toute opération similaire) sans le consentement préalable écrit à l'acheteur.

La demande doit être adressée à l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr.

De convention expresse, le changement de contrôle du titulaire est assimilé à une cession, et emporte les mêmes obligations et conséquences.

Dans tous les cas, toute modification affectant le titulaire est impérativement, et sans délai, portée à la connaissance de l'acheteur via l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr.

Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement.

16.2 - Evolution réglementaires

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable, une modification des prestations s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte. En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix.

Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes, ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

16.3 - Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications suivantes pourront être apportées au présent accord-cadre :

- Elargissement et/ou d'une ou plusieurs reconfigurations du parc existant de l'Institut polytechnique de Grenoble, à l'occasion de l'intégration de bâtiments, de nouvelles composantes de formation, de nouvelles plateformes de formation et recherches ou de nouvelles composantes de recherche et laboratoires, ou de suppression de ces mêmes entités).
- Application de la clause de variation de prix, y compris la modification de l'indice de révision en cas de suppression de celui prévu initialement.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Annexe RGPD

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci après « le règlement européen sur la protection des données »).

Responsable de traitement

Nom et fonction : Vivien Quéma, administrateur général de INP - UGA

Adresse : 46 avenue Félix Viallet 38031 Grenoble Cedex 1 - France

Coordonnées de la personne de contact pour le présent article RGPD : DPO@grenoble-inp.fr

Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour assurer la sous-traitance d'un service en lien avec la fourniture suivante :

MAINTENANCE ET FOURNITURE D'ONDULEURS POUR GRENOBLE INP - UGA

Le présent marché a pour objet, la maintenance et la fourniture d'onduleurs d'une puissance de 5 KVA et plus, situés dans différents bâtiments de l'Institut polytechnique de Grenoble.

Les opérations réalisées sur les données sont la collecte, la consultation, la modification, l'import/export, les copies temporaires, la sauvegarde, la restauration, la récupération et autres usages liés aux obligations de reporting au profit de l'Institut polytechnique de Grenoble.

La finalité du traitement est la fourniture et les prestations associées à MAINTENANCE ET FOURNITURE D'ONDULEURS POUR GRENOBLE INP - UGA.

Pour l'exécution de la prestation, objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les coordonnées professionnelles des intervenants de l'Institut polytechnique de Grenoble.

Durée du contrat

La durée du contrat est définie au sein du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le sous-traitant s'engage à traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet de la sous-traitance et à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage notamment à :

- ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données ;
- mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés ;
- mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données ;
- restituer l'intégralité des données exigées par l'Institut polytechnique de Grenoble puis détruire l'ensemble des données de l'Institut polytechnique de Grenoble détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché ;
- mettre à la disposition de l'Institut polytechnique de Grenoble les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par l'Institut polytechnique de Grenoble.

20 - Clauses complémentaires

Fournitures complémentaires

En application de l'article R 2122-4 du code de la commande publique, l'acheteur pourra recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet des livraisons complémentaires exécutées par le titulaire du présent accord-cadre et qui sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures et d'installation existante lorsque le changement de fournisseur exigerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées.

La durée d'un tel marché ne peut dépasser, sauf cas dûment justifié, trois ans, périodes de reconduction comprises.

Modifications affectant la représentation du titulaire :

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur (service concerné), avec en copie par mail à marches@grenoble-inp.fr, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- À toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Par ailleurs, tout changement de coordonnées bancaires en cours de marché doit systématiquement être notifié par mail (avant envoi des factures) à marches@grenoble-inp.fr en indiquant le N° du ou des marchés concernés sur un document à l'en-tête de la société.

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 45.1 du CCAG FCS, en cas d'inexécution des prestations incombant au titulaire, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution desdites prestations, aux frais et risque du titulaire.

Cette procédure est déclenchée si aucune intervention significative et efficace du titulaire n'est intervenue dans le délai indiqué dans la notification du/des manquements, ou à défaut, dans un délai de soixante-douze (72) heures suivant la réception de la notification.
Les frais résultants de cette substitution sont imputés sur les sommes dues au titulaire

21 - Dérogations

- L'article 1.4 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG FCS
- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG FCS
- L'article 11.2.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG FCS
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG FCS